

Sommaire

Chapitre I – Césure : le parti de Mirafiori, le déclin des groupes, les journées d'avril (1973-1975) — 7

Crise ! — 9

Extranéité ouvrière — 18

Discontinuité et recomposition — 31

À l'attaque : les journées d'avril — 67

Chapitre II – Sépar/action, désobjectivation et « dictature des besoins » : l'ouvrier social, le féminisme, l'homosexualité, le jeune prolétariat et autres transversalismes (1975-1976) — 89

État d'urgence — 91

La tactique de la séparation — 96

Ligne de conduite : briser l'unité de la classe ouvrière, construire la machine de guerre — 102

Feu sur le quartier général — 132

Jeune prolétariat contre la métropole — 158

Autonomie et délire du sujet : mille groupes en multiplic/action — 193

**Chapitre III – Un piano sur les barricades :
le Mouvement, l’insurrection, les bandes, la
dispersion (1977) — 205**

Détruire le temps des patrons — 207

«Une barbarie intelligente » — 221

« Le ciel est enfin tombé sur la terre » — 237

Prairies en flammes — 262

Le congrès de Bologne, la désagrégation,
l’enlèvement de Moro, la répression, la

« disparition » — 288

Chapitre I

Césure : le parti de Mirafiori, le déclin des groupes, les journées d'avril (1973-1975)

La Trilatérale et l'« excès de démocratie » – Le dispositif de la crise – Contre-insurrection mondiale – L'usine Fiat de Turin : un paradigme de la lutte ouvrière – De la lutte économique à la lutte politique, de l'usine à la société – Le Parti invisible de Mirafiori – Le coup d'État au Chili, le compromis historique en Italie – Les « groupes » : l'extrême gauche italienne de l'après-1968 – Potere Operaio et le parti de l'insurrection – La crise des groupes, l'Autonomie – Rupture et continuité : langage, comportements, formes de vie – L'Autonomie n'est pas une organisation – Les collectifs autonomes romains de la via dei Volsci – L'antifascisme militant – La question « militaire » – Occupations, autoréductions, expropriations – L'Autonomie dans le Sud – La métropole milanaise – Rosso, « journal dans le mouvement » – Brigate rosse et Autonomie – L'« usine diffuse » et l'« ouvrier social » – La critique de la politique – Les trois journées de Milan

Crise !

*Qu'y a-t-il à perdre quand il n'y a pas de
lendemain ?*
« "Chaos" und "Vernunft" », Radikal,
décembre 1980.

En 1973, à New York, le banquier David Rockefeller fondait la Commission Trilatérale, un cercle de réflexion réunissant des industriels, des financiers, des politiciens, des journalistes et des professeurs de l'Occident capitaliste, avec pour ambition d'orienter les politiques mondiales. Son premier rapport s'intitule *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies* et il est signé, entre autres, par Samuel Huntington, surtout connu pour le best-seller mondial plus récent dans lequel il théorise un inévitable choc des civilisations.

Ce qui préoccupait les têtes d'œuf du capitalisme états-unien, c'était l'ingouvernabilité croissante des sociétés occidentales, assaillies ces années-là par une conflictualité ouvrière organique mais aussi par une multitude de Noirs, de femmes, d'étudiants, de fous, de minorités sexuelles et autres ; le rapport concluait logiquement qu'il fallait mettre fin d'urgence à un désordre qui résultait d'ailleurs, selon eux, d'un excès de démocratie. Crise de la démocratie signifiait naturellement crise du commandement et crise des profits.

Les années 1970 avaient bouleversé partout les lignes de production et de reproduction de la société capitaliste. En Occident, l'utopie sociale-démocrate d'un capitalisme ambitieux, utilisant le principe d'une régulation des conflits sociaux imposée d'en

Autonomie !

haut pour relancer la croissance et la consommation, avait eu un effet boomerang. Au lieu de coopérer et de s'intégrer docilement dans le gouvernement infini du monde, ces ouvriers et ces jeunes se montraient hostiles, improductifs et révélaient une disposition irraisonnée à l'affrontement direct avec les institutions. Une chose était sûre pour la Trilatérale : l'ennemi principal n'était plus extérieur, au-delà du Rideau de fer, dans l'Est socialiste, mais *intérieur*. Le directeur de la Trilatérale, Zbigniew Brzezinski, deviendra d'ailleurs le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis dans l'administration de Jimmy Carter. Et la préface à l'édition italienne du rapport sur la « crise de la démocratie » sera signée par le patron de Fiat, Gianni Agnelli.

Le commandement capitaliste mondial naviguait alors entre la défaite imminente au Vietnam, les insurrections métropolitaines, la guerre au Moyen-Orient, la conflictualité ouvrière, la destruction de la famille traditionnelle, la désaffection de masse pour toute organisation institutionnelle « démocratique ». Cette soi-disant crise de la démocratie n'était que l'émergence sauvage de ce que Nicola Massimo De Feo, un des théoriciens italiens de l'Autonomie, a appelé « l'autonomie du négatif », qui « fait exploser la potentialité subversive des comportements individuels et sociaux » contre l'identité de crise et de croissance poursuivie incessamment par le capital (*L'autonomia del negativo tra rivoluzione politica e rivoluzione sociale*, Manduria/Bari/Rome, Lacaita, 1992).

La « crise » est un dispositif épistémologique à effet immédiat utilisé par le commandement capitaliste dans les moments de forte tension sociale pour produire les conditions de sa reproductibilité, et dont les journalistes et les intellectuels se servent volontiers

pour éviter de nommer *autre chose* : il faut donc chaque fois réapprendre à lire entre les lignes de tout le fatras médiatique qui se trouve répertorié sous ce mot passe-partout. De fait, une fois prononcé, le mot « crise » pénètre partout et agit comme la justification solennelle préalable à toutes les mesures économiques et politiques odieuses qui broient la vie des gens. Toute « crise » *doit* être suivie d'une « reprise » qui, à son tour, sert à préparer la prochaine crise : la continuité de la domination capitaliste est garantie par la gestion de la discontinuité représentée par la « crise » du rapport social sur lequel elle est établie. C'est ainsi que dans les années 1970 en Italie, on parlait de l'État-crise, comme de la figure du commandement qui avait succédé à l'État-plan.

Interrogé précisément sur la crise pétrolière du milieu des années 1970, Michel Foucault disait que l'utilisation du mot « crise », martelé à chaque tournant capitaliste, marquait avant tout l'incapacité des intellectuels à comprendre le présent et que s'il avait une force journalistique incontestable, sa nullité théorique et stratégique était tout aussi certaine. D'autre part, il ne serait que trop facile de démontrer comment le capitalisme est *toujours* en état de « crise », et c'est pourtant à partir d'un mécanisme linguistico-performatif, travaillant l'inconscient collectif tout autant que sa base matérielle, que le capital procède de temps en temps à sa propre restructuration qui, avant d'être liée à on ne sait quel subterfuge technologique, est avant tout la réinstauration d'un rapport de forces qui se joue directement dans le corps de chacun et, à l'échelle de l'ensemble de la population, travaille l'imaginaire, codifie le langage et les comportements individuels. Le problème n'est pas la crise économique ou morale mais la guerre, dit en substance Foucault. Par « crise », il faut donc entendre chaque fois la relation changeante entre

Autonomie !

des forces antagonistes, la possibilité de renverser un rapport ou même de le détruire : « la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens », concluait Foucault en renversant le fameux axiome de Clausewitz. Souvent, derrière le nom de « crise » se dissimule donc un maillage dense d'affrontements, de guérillas, de sabotages, d'existences incompatibles formant une armée invisible qui ronge la domination. Mais « crise » est aussi le nom que la domination donne à la réaction organisée, à la guerre donc, contre les formes de vie en sécession avec le capital. L'ambiguïté ne peut être levée que par l'ouverture d'un conflit profond et radical sur le « politique » (ou si l'on préfère, sur le « pouvoir ») comme cela fut le cas dans les années 1970, singulièrement en Italie. On peut aussi penser à ce qui s'est passé au cours de ces trois dernières années de « crise » mondiale en Europe, de la Grèce à la France et à l'Espagne, mais aussi à ce qui *ne se passe pas* dans les autres pays européens.

Le seul choix qui s'offrait au commandement capitaliste dans le paysage du début des années 1970 était en effet celui d'une guerre globale de contre-insurrection : faire payer la crise économique aux ouvriers, vaincre la guérilla rampante, repousser les minorités dans leurs retranchements, détruire physiquement les militants révolutionnaires, renfermer les Noirs et les pauvres dans les ghettos, décharger tout le poids de la croissance sur les pays du tiers-monde, anéantir le désir de révolution partout où il se manifestait. Il faut bien avoir en tête cette donnée historique : *l'autonomie italienne est un mouvement révolutionnaire qui naît dans un contexte d'attaque capitaliste, au sein d'un processus de contre-insurrection mondiale, et le fait que pendant quelques années, dans l'un des pays les plus industrialisés du monde, elle soit parvenue à renverser cette donnée*

est l'une des raisons de son actualité comme de la fascination qu'elle continue à exercer sur les nouvelles générations.

En février 1973, en effet, les États-Unis procèdent à une nouvelle dévaluation drastique du dollar, après l'abandon de l'étalon-or décidé par Nixon en 1971. C'est un véritable acte de guerre et le début d'une nouvelle ère du capitalisme dans laquelle, à bien des égards, nous vivons encore : la spéculation financière sur les marchés mondiaux, l'accaparement des matières premières, la fragmentation extrême du travail, la domination de et par la communication sont les leviers qui ont permis aux seigneurs du monde de faire repartir l'accumulation du profit et du pouvoir, en réinventant au passage une nouvelle forme d'individualisme et de « production et de souci de soi » qui modèlera ce que Giorgio Agamben a appelé la « petite bourgeoisie planétaire ». Dès lors, « crises » et « reprises » se succèdent régulièrement, jusqu'à aujourd'hui où la crise ne présume même plus d'une vraie reprise mais seulement de son approfondissement nihiliste.

La contre-attaque capitaliste avait commencé, et nous y sommes toujours : « Nous entrons dans un âge de surdéterminations – physiques et sauvages – un *break-down* de la croissance qui déplaçait tous les horizons. *Civil Warre*, pour le dire avec le vieux Hobbes. [...] La critique de l'économie politique ne pouvait que se faire critique du commandement. » (Toni Negri, *Pipe-line. Lettere da Rebibbia*, Turin, Einaudi, 1983, rééd. Rome, DeriveApprodi, 2009.)

Mais toute relation de pouvoir, écrit encore Foucault, est « action sur une action ». Lorsque, cette même année, les pays producteurs de pétrole adhérents de l'OPEP prennent la décision *politique* – comme un acte de guerre envers les puissances qui ont soutenu Israël pendant la guerre du Kippour – de diminuer

Autonomie !

sensiblement l'extraction et l'exportation du brut, le prix du pétrole est multiplié par cinq, le coût de l'essence grimpe en flèche, la « crise » s'aggrave. C'est aussi l'époque où la résistance palestinienne passe à l'offensive jusque dans les capitales européennes et où le keffieh devient un signe distinctif pour les jeunes révolutionnaires du monde entier. Pour le modèle de développement de l'Occident, qui se fondait sur une croissance infinie, une production infinie et une consommation infinie, le choc pétrolier marquait le début d'un déclin infini. La guerre civile mondiale prenait des contours toujours plus nets en même temps qu'inédits. Par ailleurs, de nombreux économistes font précisément remonter à cette date de 1973 le début de ce qu'on a appelé la mondialisation néolibérale, avec son cortège de guerre, d'économie verte et de persécution des formes de vie révolutionnaires ou simplement *différentes*. L'état d'exception permanent dans lequel nous vivons faisait alors ses premiers pas militaires.

En Italie, en 1973, la lire se dévalue à toute vitesse, les importations de biens de consommation sont bloquées, les prix des produits grimpent vertigineusement. Au cours des luttes ouvrières et sociales des années précédentes, tandis que la productivité baissait sérieusement, les salaires n'avaient cessé d'augmenter – signe de la force politique accumulée par la classe ouvrière italienne – mais d'un jour à l'autre, à cause des mesures économiques du gouvernement, les salaires réels deviennent insignifiants. Et avec la « récession » se profilent les licenciements de masse dans toutes les grandes usines et un avenir désespéré pour les jeunes générations. Il est bien évident que la dévaluation de la lire et la politique économique globale de l'État sont destinées à permettre une reprise des profits du capital mais pour y

parvenir, les patrons devaient commencer par opérer une restauration du commandement et rétablir le rapport de forces en leur faveur après les grandes luttes des années 1960. Une des règles de la contre-insurrection est que sans une préalable « conquête des esprits » dans la population, il est impossible de vaincre l'ennemi qui se « cache » en son sein. En Italie, face à un prolétariat pour le moins récalcitrant, le choix fut celui de conquérir les esprits par un terrorisme politico-étatique qui n'hésita pas à commettre des massacres aveugles en utilisant les bombes des fascistes : on parlait de « stratégie de la tension ». L'ennemi intérieur semblait alors étendu à la population dans son ensemble, entraînée par la révolte prolétarienne qui mettait à dure épreuve la gouvernementalité du pays. Terreur et compromis social, telle fut la formule italienne de la restauration du pouvoir capitaliste.

Les journaux commençaient à prêcher ce qu'on n'appelait pas encore l'*austerità*, la politique des « sacrifices », une sorte de « décroissance » d'État pour le dire en termes plus modernes – mesures économiques et politiques que gouvernement et syndicats formaliseront en 1976, avec la collaboration décisive du parti communiste – en tentant de faire croire que la « crise » serait surmontée par la bonne volonté des citoyens, en prenant peut-être une douche au lieu d'un bain, en allumant moins de lumières à la maison et en enfourchant tous nos bicyclettes le dimanche. Plus de travail et moins de salaire, plus d'exploitation et moins de consommation, interdiction des grèves et retour à l'ordre dans les écoles, voilà en quoi consistait en substance l'opération. Je me rappelle encore cette fausse allégresse des dimanches où les seules voitures qui pouvaient circuler étaient celles de la police : pour ces familles de travailleurs dont c'était le seul jour de liberté, cela signifiait passer tout leur

Autonomie !

temps devant la télévision ou errer à pied dans un quartier désert, fugacement réveillé de temps en temps par le passage d'une bicyclette. C'est pourquoi aussi la rhétorique petite-bourgeoise hypocrite sur la nécessité de diminuer la consommation, de revenir à la vie « simple » des années 1950, du « *small is beautiful* », n'a jamais pris chez les prolétaires qui à chaque niaiserie anticonsumériste répondaient effrontément par un sonore « rien à foutre ! »

Adriano Celentano, célèbre chanteur de variétés, chantait – mensonge impudent – « *Chi non lavora non fa l'amore* » (« Qui ne travaille pas ne fait pas l'amour »), modernisant le vieil adage réactionnaire, « qui ne travaille pas ne mange pas ». Bien entendu, les sacrifices les plus durs étaient demandés aux ouvriers – mais aussi aux femmes et aux jeunes – et pour cela le rôle pacificateur des partis de gauche et des syndicats était essentiel. Ils firent tout leur possible pour conclure la partie à la hâte mais, malheureusement pour eux, ils se trouvèrent confrontés au mouvement révolutionnaire européen le plus fort de l'après-guerre et à l'intérieur de celui-ci, aux insurgés les plus arrogants, violents et intelligents qu'on ait jamais vus dans la rue : les autonomes.

Pendant ce temps, à Naples et dans une grande partie de l'Italie méridionale, sévissait une mystérieuse épidémie de choléra qui entraîna la mise en quarantaine de régions entières sous le contrôle de l'armée. Les fours à pain napolitains sont pris d'assaut par des centaines de prolétaires, les conflits sociaux dans les usines italiennes font un bond et l'insubordination se fait sentir jusque dans le secteur des services. Dans les écoles et les universités, on passe de la lutte contre l'autoritarisme à ce que les collectifs étudiants autonomes naissants définissent comme une *extranéité* à l'institution. L'affrontement s'annonce total : mais si le désir capitaliste de domination est total, le

désir de libération procède différemment, par séparation et prolifération. Le refus du travail, l'extranéité hostile à l'institution, la violence diffuse, l'ingouvernabilité des services publics, sont désormais la ligne de conduite de masse que devront affronter les patrons et l'État.

Face à la demande de sacrifices au nom de l'« intérêt général », prêchée par le gouvernement et la gauche institutionnelle pour remédier à la « crise », autonomie signifiera alors : féroce intérêt particulier, « égoïsme prolétarien » et que tout le reste s'écroule.

C'est au milieu de tout cela que naît ce qu'on appellera bientôt « le parti de Mirafiori ».

Extranéité ouvrière

*Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit
lutter contre elle-même en tant que capital.*

Mario Tronti, Ouvriers et Capital.

Depuis la fin des années 1960, le rapport entre les travailleurs et le patronat, à l'usine Fiat de Turin et de façon plus générale dans les usines italiennes, était extrêmement tendu, jusqu'à atteindre un point de rupture irréversible en 1973. Le constructeur automobile essayait péniblement de continuer à jouer son rôle dans la politique contre-insurrectionnelle : mutations énergiques d'ouvriers, robotisation rampante, licenciements en chaîne, décentralisation de la production, collaboration avec les syndicats pour contrôler et contenir l'insubordination ouvrière.

L'objectif explicite de la direction était de détruire l'organisation *politique* de l'ouvrier égalitaire – inventée par l'ouvrier masse au cours de la décennie précédente –, c'est-à-dire de détruire ses forces et de briser le « contrôle ouvrier » sur l'organisation du travail qui avait été imposé par la lutte dans l'usine. Mais face à l'impossibilité de parvenir rapidement à ce résultat, les stratèges du capital choisirent de contourner l'obstacle en attaquant la « composition technique » de la classe par un évidement progressif des fonctions de la grande usine pour en investir le territoire dans sa totalité. Il s'agissait de parvenir ainsi à un niveau d'exploitation et de contrôle intégral tant en fragmentant la production en une myriade de petites entreprises qu'en rendant le territoire lui-même directement productif par l'introduction

brutale de la logique de valorisation capitaliste dans la vie même, dans tous les secteurs de la société ; un modèle de production qui ne parvint à sa pleine réalisation que dans les années 1980, au lendemain précisément de la défaite des mouvements autonomes. Le rôle des syndicats fut de tarir l'autonomie des ouvriers par un usage bureaucratique des conseils d'usine et de toutes les autres structures de contrôle dont disposaient les ouvriers, en somme un bridage des forces à travers lequel ils cherchèrent à absorber et à dévier les élans insurrectionnels puissants issus des usines. Bien entendu, le rôle de l'État dans ce bouleversement devait être central, et il le fut en effet. La conséquence fut une accélération de l'approfondissement des thématiques les plus étroitement « politiques » du Mouvement, ce qui, pour le dire concrètement, ne signifiait rien moins qu'un affrontement direct avec les appareils de gouvernement à tous les niveaux et par tous les moyens.

Il faut bien avoir à l'esprit que l'usine Fiat de Turin, qui était alors la plus grande usine d'Europe avec près de 150 000 employés, était le prisme à travers lequel se concevaient toutes les autres formes de production et de lutte dans le pays. La victoire ou la défaite chez Fiat avait donc une signification stratégique. Mais à l'époque, pour celui qui luttait dans l'usine et au-dehors, le véritable enjeu n'était pas la « convention collective nationale » ni même, malgré les déclarations dans ce sens, des augmentations de salaires égales pour tous, qui avaient pourtant été le mot d'ordre de l'Automne chaud [*Autunno caldo*, l'automne 1969, période de grèves ouvrières et étudiantes et d'occupations d'usines massives dans toute l'Italie, NDT], encore moins la conquête de meilleures conditions de travail, mais bien la possibilité ou l'impossibilité de maintenir ouverte et d'élargir

Autonomie !

toujours un peu plus la porte étroite par laquelle une révolution contre le travail, qui se définissait de plus en plus comme une révolution contre l'État, aurait pu continuer à s'affirmer. De nombreux ouvriers révolutionnaires pensèrent que lutter à cette époque signifiait résister, c'est-à-dire ne pas laisser le patron restructurer la production et s'efforcer de maintenir son propre pouvoir à l'intérieur de l'usine, ce qui revenait à se lancer dans une lutte défensive, éventuellement armée, qui les confirmait dans leur identité ouvrière rigide. Les luttes qui se déployaient en Italie présageaient en revanche à la fois le refus ouvrier de se reproduire en tant que force de travail disponible, c'est-à-dire en tant que capital, et la diffusion du conflit en dehors des usines. Et il y avait cette découverte toujours renouvelée que l'État n'était pas une figure neutre, « au-dessus des partis », mais bien un acteur fondamental du développement capitaliste. La lutte d'usine dans les années 1970 ne peut donc plus se configurer comme une lutte exclusivement économique et elle finit par se projeter sur la lutte sociale et politique : *lutte contre la production et contre le commandement d'entreprise, pour se nier en tant que classe ouvrière et se lancer à l'attaque du pouvoir étatique.*

En Italie, l'usine était sur le déclin, c'était l'aube de la métropole diffuse ; ce qui ne signifiait nullement la fin du conflit ouvrier mais que celui-ci se répandait très rapidement dans toute la société, imprégnant chaque lutte spécifique de son savant mélange d'auto organisation, d'imagination et de force. Toutes les positions, institutionnelles et/ou armées, qui insistèrent en revanche sur le maintien du pouvoir ouvrier à l'intérieur de l'usine furent perdantes à moyen terme. D'autre part, toutes les formes d'organisation développées dans le mouvement ouvrier finirent subsumées sous le paradigme de la gouvernementalité.

Arrivant peut-être un peu trop tard, au seuil de 1977, et poussée par le Mouvement, l'Autonomie ouvrière organisée demeurera quelque temps suspendue à cette alternative, essayant de développer plus pleinement le choix de la lutte métropolitaine déployée et d'imaginer d'autres solutions au conflit ouvrier tandis que, de fait, la générosité militante de la résistance ouvrière ne pourra sauver ni la classe ni l'usine. Mais, conjuguée aux comportements autonomes, la rigidité ouvrière conduira à l'invention de toute une série de techniques de lutte, de sabotage, d'antiproduction, de guérilla interne, et produira une situation d'ingouvernabilité sans précédent dans les usines (voir à ce sujet la monographie d'Emilio Mentasti, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-1978)*, Paris, Les nuits rouges, 2009). Le « long mois de mai italien » se refermera donc sans surprise en 1980, lorsque Fiat, après avoir mis à la porte les militants les plus combattifs, grâce à la capitulation sans condition des syndicats et du PCI, parviendra à licencier des milliers d'employés, soit toute la génération qui avait porté les luttes des années précédentes, en lui opposant symboliquement la force de blocage de la petite bourgeoisie avec la fameuse marche des 40 000 cadres à Turin. La défaite de la classe ouvrière fut ainsi consommée comme sa destruction politique et même humaine. Dès lors, ce sera le début d'une nouvelle ère que Paolo Virno, ancien militant de l'Autonomie devenu par la suite l'un des plus brillants théoriciens de ce qu'on appellera le postopéraïsme, définira comme celle du « cynisme, de la peur, de l'opportunisme ». Le ciel de plomb des années 1980 remplaça le ciel rouge feu des années 1970 et la porte étroite sembla se refermer à jamais. Mais revenons à 1973.

À l'automne, Fiat a recours à la *Cassa Integrazione* [la « Caisse d'intégration » est un dispositif légal

Autonomie !

instauré après la Seconde Guerre mondiale permettant aux entreprises de mettre une partie de leurs salariés au chômage technique, intégral ou partiel, pendant un certain temps, l'État se chargeant de leur indemnisation, NDT] et essaye de virer les ouvriers les plus engagés dans le conflit, mais les luttes contractuelles commencent à gagner du terrain dans les ateliers et deviennent peu à peu de plus en plus offensives, jusqu'à l'explosion de mars : « toutes les formes de lutte sont mises en œuvre : de l'absentéisme aux sabotages, de la punition des chefs à la persécution des fascistes, de la fermeture des lignes aux défilés violents, du blocage des produits finis à la grève à outrance et à l'occupation militaire des usines » (A. Negri, « Appendice 4 » de « Partito operaio contro il lavoro » in Coll., *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974).

D'ailleurs, au cours du mois de mars, sentant la colère ouvrière monter, les syndicats commencent à lancer des grèves tournantes de quelques heures, qui ne font aucun mal au patron et créent seulement chez les ouvriers un désagréable sentiment de frustration. Les choses doivent changer, et vite. Dans le numéro d'avril de *Rosso* (« Rouge »), qui est alors encore le « bimensuel du Groupe Gramsci » de Milan, les ouvriers des ateliers de Mirafiori racontent que tout commence le jour où ils font une assemblée sans les « bonzes » du syndicat. Les ouvriers s'assoient aux grandes tables de la cantine et découvrent en se parlant qu'ils sont tous d'accord pour juger absolument insuffisante la forme de lutte défendue par le conseil d'usine. Mais ils découvrent aussi, grâce aux plus jeunes d'entre eux, qu'il y a d'autres manières d'être ensemble : des manières non bureaucratisées, plus vivantes, plus belles, et qui rendent plus forts. Ils décident de changer de système. Comme en 1969, on commence à voir des défilés dans les ateliers des